



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 73.503/1-2-4
du 22 mai 2023

advies 73.503/1-2-4
van 22 mei 2023

sur

over

un avant-projet de loi 'visant à
rendre la justice plus humaine,
plus rapide et plus ferme IV'

een voorontwerp van wet 'om
justitie menselijker, sneller en
straffer te maken IV'

Le 24 avril 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme IV'.

Les chapitres 1^{er}, 5, 7, 8, 11 à 13 et 17 ont été examinés par la première chambre le 16 mai 2023. La chambre était composée de Marnix VAN DAMME, président de chambre, Wouter PAS et Inge VOS, conseillers d'État, Michel TISON, assesseur, et Wim GEURTS, greffier.

Le rapport a été présenté par Barbara SPEYBROUCK, premier auditeur.

Les chapitres 1^{er}, 2 à 4, 6, 9 et 14 à 17 ont été examinés par la deuxième chambre le 22 mai 2023. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Les rapports ont été rédigés par Roger Wimmer et Stéphane TELLIER, premiers auditeurs, Pauline LAGASSE, auditrice, et Xavier MINY, auditeur adjoint, et présentés par Roger Wimmer et Stéphane TELLIER, premiers auditeurs, et Pauline LAGASSE, auditrice.

Les chapitres 1^{er}, 10 et 17 ont été examinés par la quatrième chambre le 22 mai 2023. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été rédigé par Roger WIMMER, premier auditeur, et Xavier MINY, auditeur adjoint. Il a été présenté par Roger WIMMER.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 22 mai 2023.

*

Op 24 april 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Justitie en Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'om justitie menselijker, sneller en straffer te maken IV'.

Hoofdstukken 1, 5, 7, 8, 11 tot 13 en 17 zijn door de eerste kamer onderzocht op 16 mei 2023. De kamer was samengesteld uit Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter, Wouter PAS en Inge VOS, staatsraden, Michel TISON, assessor, en Wim GEURTS, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Barbara SPEYBROUCK, eerste auditeur.

Hoofdstukken 1, 2 tot 4, 6, 9 en 14 tot 17 zijn door de tweede kamer onderzocht op 22 mei 2023. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

De verslagen zijn opgesteld door Roger WIMMER en Stéphane TELLIER, eerste auditoren, Pauline LAGASSE, auditeur, en Xavier MINY, adjunct-auditeur, en uitgebracht door Roger WIMMER en Stéphane TELLIER, eerste auditoren, en Pauline LAGASSE, auditeur.

De hoofdstukken 1, 10 en 17 zijn door de vierde kamer onderzocht op 22 mei 2023. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is opgesteld door Roger WIMMER, eerste auditeur, en Xavier MINY, adjunct-auditeur. Het is uitgebracht door Roger WIMMER.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 22 mei 2023.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

PORTÉE DE L'AVANT-PROJET

L'avant-projet de loi soumis pour avis a pour objet d'apporter un certain nombre de modifications dans diverses lois relevant de la compétence de la Justice.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 216*bis*/1 en projet du Code d'instruction criminelle (article 9 de l'avant-projet) instaure l'ordre de paiement après le non-paiement de la somme d'argent, dans le cadre de la procédure de l'extinction de l'action publique moyennant le paiement d'une somme d'argent (transaction pénale), conformément à l'article 216*bis* du Code d'instruction criminelle (CICr).

Le paragraphe 2 dispose que l'ordre de paiement contient notamment l'identité du contrevenant et les paragraphes 5, 6 et 7 disposent que le recouvrement se fait par les fonctionnaires du Service public fédéral Finances chargés du recouvrement sur la base des titres exécutoires¹.

La disposition en projet contient par conséquent des dispositions réglant le traitement de données à caractère personnel au sens de l'article 3, 1) et 2), de la directive (UE) 2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la décision-cadre 2008/977/JAI du Conseil'².

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Dans l'exposé des motifs, il est fait mention d'une « liste ». Dans le commentaire de l'article 7, il est également question du fait que le Roi est habilité à déterminer la manière de procéder pour la formation et la notification des « rôles ».

² Voir à cet égard : l'avis C.E. 67.300/2-3 du 4 mai 2020 sur une proposition devenue la loi du 20 mai 2020 'portant des dispositions diverses en matière de justice dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19' (Doc. parl., Chambre, 2019-2020, n° 55-1181/001).

Il convient de respecter l'obligation de consultation qui découle de l'article 59, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', combiné avec l'article 28, paragraphe 2, de la directive (UE) 2016/680, en sollicitant l'avis de l'Autorité de protection des données ³.

Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient encore être soumises pour avis à la section de législation, conformément à la prescription de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

OBSERVATION GÉNÉRALE

1. Il résulte de l'exposé des motifs et du commentaire des articles 2 à 5 que l'objectif de l'auteur de l'avant-projet consiste à permettre au ministre de la Justice d'accorder une délégation de signature pour les compétences qu'il est appelé à exercer en vertu des textes modifiés.

Or, à la différence de la délégation de compétence, la délégation de signature ne nécessite pas que les textes modifiés indiquent qu'une délégation est possible ⁴.

Il y a donc lieu d'omettre les articles 2 à 5 ⁵.

2. Par conséquent, la section de législation n'a pas examiné si les modifications envisagées relèvent encore bien toutes des compétences fédérales.

³ Vu la compétence résiduelle de l'Autorité de protection des données en vertu de l'article 4, § 2, alinéa 2, de la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données'.

⁴ Sur la différence entre la délégation de compétence et la délégation de signature, cons. notamment A.-L. DURVIAUX, *Principes de droit administratif, Tome 1, L'action publique*, Bruxelles, Larcier, 2018, pp. 37 à 39.

⁵ La présente observation est formulée sans préjudice notamment de ce que, pour rappel, un texte de niveau législatif ne doit pas être pourvu d'un article d'exécution, comme tel est le cas de l'article 21 du décret impérial du 18 février 1809 'relatif aux congrégations ou maisons hospitalières de femmes', modifié par l'article 3 de l'avant-projet (*Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 162 et 164).

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 1^{ER} – DISPOSITION GÉNÉRALE

Ce chapitre n'appelle aucune observation.

CHAPITRE 2 – MODIFICATION DU DÉCRET IMPÉRIAL DU 18 FÉVRIER 1809 RELATIF AUX CONGRÉGATIONS OU MAISONS HOSPITALIÈRES DE FEMMES

Il est renvoyé à l'observation générale n° 1.

CHAPITRE 3 – MODIFICATION DU DÉCRET IMPÉRIAL DU 6 NOVEMBRE 1813 SUR LA CONSERVATION ET ADMINISTRATION DES BIENS QUE POSSÈDE LE CLERGÉ DANS PLUSIEURS PARTIES DE L'EMPIRE

Il est renvoyé à l'observation générale n° 1.

CHAPITRE 4 – MODIFICATION DE LA LOI DU 19 DÉCEMBRE 1864 RELATIVE AUX FONDATIONS EN FAVEUR DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC OU AU PROFIT DES BOURSIERS

Il est renvoyé à l'observation générale n° 1.

CHAPITRE 5 – MODIFICATIONS DU CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE

Article 6

1. L'article 44, alinéa 3, en projet du CICr (le premier des alinéas à ajouter) fait référence à l'autorisation de remise du corps délivrée par le procureur du Roi et au « permis d'inhumer ».

En ce qui concerne la notion de « permis d'inhumer », le délégué convient qu'il s'agit de « de toelating tot begraven die bij de vaststelling van een gewelddadig of verdacht overlijden nodig is van de procureur des Konings ». D'un point de vue terminologique, il serait éventuellement préférable d'employer « toelating tot begraven » en néerlandais.

Mieux vaut adapter le texte néerlandais en ce sens.

2. Le texte néerlandais et le texte français de l'alinéa 6 en projet (le quatrième des alinéas à ajouter) de l'article 44 du CICr ne concordent pas. Les termes « toezenden of neerleggen » devraient concorder avec les termes « adresser ou déposer ». Le texte français prévoit la possibilité de déposer une demande « avant l'expiration d'un délai de trois mois », tandis que le texte néerlandais donne cette possibilité « wanneer een termijn van drie maanden is verstreken ».

Il y a lieu de remédier à ces discordances.

3. À l'article 44, alinéa 7, en projet du CICr (le cinquième des alinéas à ajouter), on emploiera dans le texte néerlandais « bevelen » (« ordonner ») au lieu de « vragen », conformément à la terminologie usitée dans le Code d'instruction criminelle.

Dans le même alinéa, il semble que les mots « dans le cadre de l'information » soient superflus, de sorte qu'il est préférable de les omettre.

4. L'article 44 CICr a été « modifié en dernier lieu par la loi du 10 avril 2014 ». On complètera la phrase liminaire de l'article 6 de l'avant-projet en ce sens.

Article 9

1. L'article 216*bis*/1 en projet du CICr instaure l'ordre de paiement après le non-paiement de la somme d'argent, dans le cadre de la procédure de l'extinction de l'action publique moyennant le paiement d'une somme d'argent (transaction pénale), conformément à l'article 216*bis* CICr.

L'ordre de paiement permet au ministère public d'établir un titre exécutoire, de sorte qu'il n'est pas nécessaire de recourir au juge pénal pour contraindre au paiement un contrevenant auquel une transaction pénale a été proposée au préalable.

Le régime en projet, qui est inspiré de l'article 65/1 de la loi 'relative à la police de la circulation routière', coordonnée le 16 mars 1968 ⁶, ne s'applique que dans trois cas :

– si la somme d'argent visée à l'article 216*bis*, § 1^{er}, est de 750 euros au plus ;

– si la somme visée à l'article 216*bis*, § 1^{er}, est demandée pour une infraction punissable en vertu de l'article 22 de la loi du 21 novembre 1989 'relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs' ;

– si la somme visée à l'article 216*bis*, § 1^{er}, est demandée pour une infraction punissable en vertu de l'article 4 de la loi du 21 juin 1985 'relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité' et les arrêtés d'exécution de cette loi.

2. Il découle de l'article 216*bis*/1, § 1^{er}, en projet du CICr que seul le procureur du Roi dispose de la possibilité de donner pareil ordre de paiement. Cette possibilité n'est pas accordée à l'auditeur du travail, au procureur fédéral et au procureur général, et ce bien qu'ils disposent également, conformément à l'article 216*bis*, § 3, CICr, de la possibilité d'inviter l'auteur à verser une somme d'argent déterminée au Service public fédéral Finances, ce qui éteint l'action publique.

⁶ Voir à cet égard : C.C., n° 14/2022, 3 février 2022 ; C.C., n° 107/2022, 15 septembre 2022 ; C.C., n° 50/2023, 23 mars 2023 et C.C., n° 60/2023, 11 avril 2023.

Le délégué déclare à ce sujet :

« In het ontworpen artikel 216bis/1, § 1 wordt inderdaad verwezen naar de procureur des Konings die wanneer de in artikel 216bis, § 1 bedoelde geldsom niet binnen de bepaalde termijn wordt betaald, aan de overtreder een bevel kan geven tot betalen. En in artikel 216bis, § 3 wordt voorzien: “§ 3. Het bij de eerste en tweede paragraaf bepaalde recht behoort ook, ten aanzien van dezelfde feiten, aan de arbeidsauditeur, de federale procureur en de procureur-generaal in hoger beroep en, ten aanzien van de personen bedoeld in de artikelen 479 en 483 van het Wetboek van strafvordering, aan de procureur-generaal bij het hof van beroep.” Het lijkt derhalve aangewezen die mogelijkheid ook te voorzien voor de arbeidsauditeur, de federale procureur en de procureur-generaal ».

La possibilité prévue à l'article 216bis/1, § 1^{er}, en projet du CICr doit être étendue aux personnes précitées.

3. La disposition figurant à l'article 216bis/1, § 3, alinéa 3, *in fine*, en projet du CICr, selon laquelle, à l'avenir, il sera possible d'introduire un recours via le site de la Justice et le roi fixe la date d'entrée en vigueur et les modalités de cette possibilité, n'est pas claire.

Le délégué déclare que « deze zinsnede (...) ondertussen (is) geschrapt uit het wetsontwerp ». Le Conseil d'État en prend acte.

4. À la question de savoir quelles « modalités » de la manière dont l'appel, « visé dans l'alinéa précédent », peut être introduit, le Roi peut encore déterminer conformément à l'article 216bis/1, § 3, alinéa 4, en projet du CICr, le délégué a répondu :

« De bepaling voorziet : ‘De Koning kan de modaliteiten bepalen van de wijze waarop het beroep, bedoeld in het vorige lid, kan worden ingesteld’; Het nemen van een koninklijk besluit is geen vereiste maar kan een mogelijkheid zijn om in te spelen op de evoluties in de verdere digitalisering van Justitie. Zo zal de koning de website of de systemen kunnen [bepalen] waarmee geldig beroep kan aangetekend worden en geeft het de administratie de mogelijkheid om in te spelen op de technologische evoluties en noden van de minder digitale klanten. Het ‘vorig lid’ zal vervangen worden, het slaat op de 2 voorgaande leden (procedure voor de politierechtbank en correctionele rechtbank) ».

La disposition doit être adaptée et il est conseillé d'intégrer la réponse dans l'exposé des motifs.

5. À la question de savoir pourquoi l'article 216bis/1, § 3, alinéa 9, en projet du CICr ne vise pas une convocation conformément à l'article 32ter du Code judiciaire, le délégué a déclaré : « Zal worden toegevoegd, want staat ook in artikel 216bis/1, § 2 Sv. in ontwerp voor wat de kennisgeving van het bevel tot betalen [betreft] ». On intégrera cette référence.

6. L'article 216bis/1, § 3, dernier alinéa, en projet du CICr dispose que le jugement rendu par le tribunal de police ou le tribunal correctionnel est susceptible d'appel « selon des dispositions prévues par le Code d'instruction criminelle ». On peut se rallier à l'adaptation de ces mots en « selon les dispositions du présent Code », proposée par le délégué.

7. Outre les articles 49 et 96 du Code pénal, l'article 216bis/1, § 9, en projet du CICr vise « la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres, modifiée par la loi-programme du 27 décembre 2004 ».

L'exposé des motifs précise que « (l)es articles visés fixent les règles en matière de préférence des paiements, dans l'hypothèse où les biens du contrevenant seraient insuffisants ».

Le délégué a été invité à fournir des explications sur ce point.

Le délégué déclare :

« Dit is omwille van art. 29 van de wet van 01/08/1985 die voorziet dat: 'Elk door de procureur des Konings gegeven bevel tot betalen, overeenkomstig artikel 65/1 van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer, aangaande feiten strafbaar gesteld met een correctionele hoofdstraf van minimum 26 euro, wordt verhoogd met dezelfde bijdrage tot het fonds.' Het artikel voorziet verder ook de regels van voorrang en betaling. De bepaling is overgenomen van artikel 65/1 van de Wegverkeerswet.

Het lijkt aangewezen artikel 29 van de wet van 01/08/1985 te wijzigen en de bijdrage evenals de betalingsregels toepasselijk te maken op de bevel tot betalen in het Wetboek van Strafvordering ».

Cette adaptation est en effet nécessaire. En outre, l'article 216bis/1, § 9, en projet du CICr devra dans ce cas viser l'« article 29 » de la loi du 1^{er} août 1985.

CHAPITRE 6 – MODIFICATION DU CODE JUDICIAIRE

L'article 10 appelle deux observations :

1° Sur la forme, l'article 10 du projet complète l'actuel article 584, alinéa 5, 7°, du Code judiciaire. Cet article, dans sa rédaction actuelle, renvoie aux articles 371/1, § 1^{er}, 2°, et 371/2 du Code pénal.

Or, selon l'article 116 de la loi du 21 mars 2022 'modifiant le Code pénal en ce qui concerne le droit pénal sexuel', le renvoi aux articles 371/1 et 371/2 du Code pénal doit dorénavant se lire comme renvoyant notamment aux articles 417/9, 417/10 et 417/43 et suivants du Code pénal :

« Art. 116. Les références aux articles 371/1, 371/2, 371/3, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 377bis, 377ter, 377quater, 378, 378bis, 379, 380, 380bis, 380ter, 381, 382, 382bis, 382ter, 382quater, 382quinquies, 383, 383bis, 383bis/1, 384, 385, 386, 387, 388, 389 du Code pénal, à leurs subdivisions ou à leurs groupements, qui sont contenues dans les codes, les lois ou les arrêtés d'exécution existants, s'entendent comme des références aux dispositions équivalentes du chapitre I/1 ou du chapitre IIIbis/1 du titre VIII du livre 2 du Code pénal, à leurs subdivisions ou à leurs groupements, conformément au tableau de concordance figurant en annexe de la présente loi ».

Dès lors qu'une modification est expressément apportée à l'article 584, alinéa 5, 7°, du Code judiciaire, l'occasion pourrait être saisie d'actualiser le renvoi aux articles 371/1 et 371/2 du Code pénal, ce qui faciliterait la lecture et la compréhension du texte.

2° Sur le fond, le mécanisme mis en place risque de singulièrement retarder le prononcé de la décision alors qu'il s'agit d'une procédure sur requête unilatérale dans le cadre de laquelle l'extrême urgence est présumée sur la base de l'article 584, alinéa 6, actuel du Code judiciaire.

Il serait plus pertinent de prévoir que ces données nécessaires à l'identification des enregistrements doivent figurer dans la requête, à défaut de quoi la demande sera rejetée.

CHAPITRE 7 – MODIFICATION DE LA LOI DU 3 JUILLET 1967 SUR (LA PRÉVENTION OU) LA RÉPARATION DES DOMMAGES RÉSULTANT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL, DES ACCIDENTS SURVENUS SUR LE CHEMIN DU TRAVAIL ET DES MALADIES PROFESSIONNELLES DANS LE SECTEUR PUBLIC

Il y a lieu d'adapter la phrase liminaire de l'article 11 de l'avant-projet, étant donné que l'article 1^{er}bis de la loi du 3 juillet 1967 'sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public' a été remplacé par la loi du 17 mai 2007 et n'a pas été modifié par la suite.

CHAPITRE 8 – DISPOSITIONS MODIFIANT LA LOI DU 20 JUILLET 1990 RELATIVE À LA DÉTENTION PRÉVENTIVE ⁷

Article 12

L'article 12 de l'avant-projet modifie l'article 16, § 1^{er}, de la loi du 20 juillet 1990 'relative à la détention préventive'.

La modification tend, notamment, à imposer que le motif qu'il existe de sérieuses raisons de craindre que l'inculpé, s'il était laissé en liberté, tente de faire disparaître des preuves puisse uniquement être appliqué comme motivation par le juge d'instruction pour décerner un mandat d'arrêt et par la chambre du conseil pour maintenir le mandat lors de la première comparution ou, respectivement, de la première comparution mensuelle. Ce critère ne peut plus être invoqué par la suite.

La disposition en projet est grammaticalement fragile, difficilement lisible et très nébuleuse.

Il ressort cependant de l'exposé des motifs que les auteurs, pour différents aspects du nouveau régime, se sont inspirés du travail des experts qui ont préparé la réforme du droit de la procédure pénale, inscrit dans une proposition de loi (*Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, n° 1239/1). La question se pose dès lors de savoir pourquoi ils n'ont pas choisi pour l'article 16, § 1^{er}, en projet, une formulation et une structure qui correspondent à l'article 246, § 1^{er}, de cette proposition de loi 'contenant le Code de procédure pénale'.

⁷ Mieux vaudrait écrire « Modifications de la loi du 20 juillet 1990 ... ».

La disposition en projet pourrait donc s'énoncer comme suit :

« Art. 16. § 1^{er}. Le juge d'instruction peut délivrer un mandat d'arrêt lorsque les conditions suivantes sont cumulativement réunies :

1° il existe une absolue nécessité pour la sécurité publique ;

2° le fait est de nature à entraîner pour l'inculpé une peine de privation de liberté d'un an ou une peine plus grave ;

3° Il existe de sérieuses raisons de craindre que l'inculpé, s'il était laissé en liberté, commette de nouveaux crimes ou délits, se soustraie à l'action de la justice, ou tente de faire disparaître des preuves ;

4° une mise en liberté sous conditions ou sous caution ne permet pas de répondre aux sérieuses raisons qui donnent lieu aux craintes visées au 3°.

La condition qu'il existe de sérieuses raisons de craindre que l'inculpé tente de faire disparaître des preuves ne peut être remplie qu'au moment de décerner un mandat d'arrêt, et au moment de son maintien lors de la première comparution conformément à l'article 21 ou lors de la première comparution mensuelle conformément à l'article 22.

Les raisons visées à l'alinéa 1^{er}, 3°, ne doivent pas être remplies si le maximum de la peine applicable dépasse quinze ans de réclusion et, pour les infractions visées au livre II, titre *Iter*, du Code pénal, si le maximum de la peine applicable dépasse cinq ans d'emprisonnement ».

CHAPITRE 9 – MODIFICATION DE LA LOI DU 21 JUIN 2002 RELATIVE AU CONSEIL CENTRAL DES COMMUNAUTÉS PHILOSOPHIQUES NON CONFESIONNELLES DE BELGIQUE, AUX DÉLÉGUÉS ET AUX ÉTABLISSEMENTS CHARGÉS DE LA GESTION DES INTÉRÊTS MATÉRIELS ET FINANCIERS DES COMMUNAUTÉS PHILOSOPHIQUES NON CONFESIONNELLES RECONNUES

Articles 15 et 16

Il est renvoyé à l'observation générale n° 1 en ce qui concerne les délégations de signature prévues par l'article 15 et partiellement par l'article 16.

L'article 15 doit être omis et, à l'article 16, les mots « ou son délégué » doivent être omis.

Article 16

Les articles 30 et 58 de la loi du 21 juin 2002 confèrent un pouvoir réglementaire au Roi, que l'article 16 de l'avant-projet envisage d'attribuer au ministre de la Justice ou à son délégué.

S'agissant de la possibilité d'une délégation de signature par le ministre que contiennent ces dispositions, il est renvoyé à l'observation formulée sous les articles 15 et 16 ci-dessus.

L'attribution de pouvoir au ministre appelle la critique suivante : compte tenu de ce qu'en vertu des articles 37, 105 et 108 de la Constitution, le Roi est le titulaire du pouvoir exécutif fédéral, il n'appartient en principe pas à la loi d'habiliter directement un ministre à une mission d'exécution réglementaire de celle-ci ⁸.

La mention des articles 30 et 58 de la loi du 21 juin 2002 à l'article 16 de l'avant-projet doit donc être omise.

CHAPITRE 10 – MODIFICATION DE LA LOI-PROGRAMME (I) (ART. 479) DU 24 DÉCEMBRE 2002 –
TITRE XIII – CHAPITRE VI : TUTELLE DES MINEURS ÉTRANGERS NON ACCOMPAGNÉS

Article 17

La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

« Dans la loi-programme (I) (art. 479) du 24 décembre 2002 – Titre XIII – Chapitre VI : Tutelle des mineurs étrangers non accompagnés, l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, est remplacé par ce qui suit : ».

Article 18

Il convient de remplacer les mots « Dans la loi-programme (I) (art. 479) du 24 décembre 2002 – Titre XIII – Chapitre VI : Tutelle des mineurs étrangers non accompagnés, l'article » par les mots « Dans cette même loi, l'article ».

CHAPITRE 11 – MODIFICATION DE LA LOI DU 17 MAI 2006 RELATIVE AU STATUT JURIDIQUE EXTERNE
DES PERSONNES CONDAMNÉES À UNE PEINE PRIVATIVE DE LIBERTÉ ET AUX DROITS RECONNUS À LA
VICTIME DANS LE CADRE DES MODALITÉS D'EXÉCUTION DE LA PEINE

Article 19

Conformément à l'article 38, § 3, de l'avant-projet, son article 19 entre en vigueur le 1^{er} septembre 2023.

⁸ Cons. sur cette question l'avis 68.936/AG donné le 7 avril 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 14 août 2021 'relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique', observations n^{os} 58 à 67 (*Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n^o 55-1951/001, pp. 88 à 93).

À la question de savoir quel sort est réservé aux dossiers qui sont pendants devant le juge de l'application des peines, le délégué répond :

« Gelet op het feit dat er een nieuwe (procedurele) regeling van toepassing wordt op personen die veroordeeld zijn tot een vrijheidsbenemende straf met TBS, lijkt het inderdaad gewenst dat er een overgangsbepaling wordt voorzien. Deze zou kunnen voorzien dat de huidige bevoegdheidsregeling/procedureregeling van toepassing blijft op deze veroordeelden voor dewelke de strafuitvoeringsrechter gevat is door een verzoek om een strafuitvoeringsmodaliteit of voor dewelke hij reeds een strafuitvoeringsmodaliteit heeft toegekend en dit totdat een eventuele herroeping van de toegekende strafuitvoeringsmodaliteit tussenkomt ».

La solution proposée peut être admise.

Article 20

L'article 20 de l'avant-projet modifie l'article 46 de la loi du 17 mai 2006 'relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine'.

L'article 46, § 1^{er}, de la loi du 17 mai 2006 dispose actuellement que le jugement du juge de l'application des peines est notifié dans les vingt-quatre heures, « par pli judiciaire », au condamné. L'avant-projet remplace les mots « par pli judiciaire » par les mots « par envoi recommandé ».

L'article 58, § 1^{er}, de la même loi prévoit que le jugement du juge de l'application des peines est notifié dans les vingt-quatre heures, « par pli recommandé à la poste », au condamné. L'exposé des motifs indique qu'il « n'existe pas de justification rationnelle de cette différence » et que l'article 46 est adapté dans le sens de l'article 58 « étant entendu que le guide élaboré par le SPF Économie pour les rédacteurs de dispositions légales et réglementaires est suivi pour la formulation (*Digital-Act-II-Guide-terminologique.pdf*) et qu'il est donc opté pour la formulation 'par envoi recommandé', afin d'inclure également les envois recommandés numériques et de rester neutre vis-à-vis de tous les fournisseurs potentiels du service ».

Si l'intention est de supprimer la distinction entre les deux dispositions, il faut par conséquent aussi adapter l'article 58 de la loi du 17 mai 2006 en disposant que la notification intervient « par envoi recommandé » au lieu de « par pli recommandé à la poste ».

Article 28

La phrase liminaire de l'article 28 de l'avant-projet doit être adaptée en ce sens que l'article 68, § 1^{er}, a été modifié en dernier lieu par la loi du 15 décembre 2013 et que l'article 68, § 5, a été modifié par la loi du 5 février 2016.

Articles 31, 32 et 34

1. Conformément à l'article 109, alinéa 2, de la loi du 17 mai 2006⁹, les dispositions qui ont trait aux modalités d'exécution de la peine accordées par le juge de l'application des peines visées au titre V entrent en vigueur à l'égard des condamnés exécutant une ou plusieurs peines privatives de liberté dont la partie à exécuter s'élève à deux ans ou moins, au plus tard le 1^{er} septembre 2023.

La modification en projet prévue par l'article 31 de l'avant-projet affine l'entrée en vigueur par phases des dispositions précitées de la loi du 17 mai 2006. Pour les personnes condamnées à un total de peines privatives de liberté dont la partie à exécuter se situe entre plus de six mois et deux ans, les dispositions précitées entreront en vigueur au plus tard le 1^{er} septembre 2023. Pour les personnes condamnées à un total de peines privatives de liberté dont la partie à exécuter s'élève à moins de six mois, les dispositions précitées n'entreront toutefois en vigueur qu'à une date à déterminer par le Roi, et au plus tard le 31 décembre 2025.

Des modifications identiques sont apportées à l'article 26 de la loi du 5 mai 2019 'modifiant la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine en vue d'adapter la procédure devant le juge de l'application des peines en ce qui concerne les peines privatives de liberté de trois ans ou moins' (article 32 de l'avant-projet).

Les mêmes modifications identiques sont apportées à l'article 17 de la loi du 29 juin 2021 'portant opérationnalisation de la procédure d'exécution des peines privatives de liberté de trois ans ou moins' (article 34 de l'avant-projet).

Conformément à l'article 38, § 4, de l'avant-projet, ces modifications entrent en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge*.

⁹ Inséré par l'article 2 de la loi du 18 mai 2022 'visant à reporter l'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'exécution des peines privatives de liberté de trois ans ou moins'.

2. Dans l'avis 71.317/1 du 11 avril 2022 ¹⁰, la section de législation du Conseil d'État a observé ce qui suit :

« Le projet de loi vise à adapter la date ultime d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe de certaines personnes condamnées qui ne sont pas encore entrées en vigueur.

À cet effet, l'article 109 de cette loi est adapté. La date ultime d'entrée en vigueur de cette loi était initialement fixée au 1^{er} juillet 2008. Cette date a déjà été reportée à onze reprises, successivement au 1^{er} septembre 2009, au 1^{er} septembre 2012, au 1^{er} septembre 2013, au 1^{er} septembre 2015, au 1^{er} janvier 2016, au 1^{er} septembre 2017, au 1^{er} octobre 2019, au 1^{er} octobre 2020, au 1^{er} avril 2021, au 1^{er} décembre 2021 et au 1^{er} juin 2022 ¹¹.

Le projet adapte en outre la date d'entrée en vigueur de la loi du 5 mai 2019 'modifiant la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine en vue d'adapter la procédure devant le juge de l'application des peines en ce qui concerne les peines privatives de liberté de trois ans ou moins'. La date ultime d'entrée en vigueur de cette loi était initialement fixée au 1^{er} octobre 2020. Cette date a déjà été reportée au 1^{er} avril 2021, au 1^{er} décembre 2021 et au 1^{er} juin 2022 ¹².

Cette façon de procéder du législateur est inopportune, dès lors qu'elle nuit à l'accessibilité et à la prévisibilité de la législation. Le principe de légalité en matière pénale, qui a un caractère non seulement formel mais également matériel, requiert que la loi réponde à des exigences particulières de précision, de clarté et de prévisibilité ¹³. Plus particulièrement, les lois qui concernent l'application de peines et leur exécution doivent répondre aux qualités d'accessibilité, de précision et de prévisibilité dans l'application à laquelle l'on peut s'attendre dans un État de droit.

En conséquence, le législateur doit fixer la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 17 mai 2006 d'une manière réfléchie, réaliste et crédible. Compte tenu de l'historique susmentionné, les auteurs de l'avant-projet devront pouvoir démontrer que les dates ultimes d'entrée en vigueur, actuellement proposées, satisfont aux principes inhérents à un État de droit précités. À cet égard, force est de constater que l'exposé des motifs de l'avant-projet donne un aperçu des difficultés auxquelles se heurte l'entrée en vigueur restante de la loi du 17 mai 2006. Le Conseil d'État, section de législation, ne dispose pas des éléments de fait lui permettant d'apprécier si, compte tenu de ces difficultés, les dates ultimes d'entrée en vigueur en projet sont réalistes et crédibles. Il appartiendra aux auteurs de l'avant-projet de clarifier adéquatement si un report de l'entrée en vigueur, respectivement de trois mois et de quatorze mois, y répond ».

¹⁰ Avis C.E. 71.317/1 du 11 avril 2022 sur un avant-projet devenu la loi du 18 mai 2022 'visant à reporter l'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'exécution des peines privatives de liberté de trois ans ou moins', observation 4.

¹¹ Note de bas de page 2 de l'avis cité : Respectivement par les lois des 21 décembre 2007, 24 juillet 2008, 3 août 2012, 31 décembre 2012, 10 août 2015, 23 novembre 2015, 6 juillet 2017, 5 mai 2019, 31 juillet 2020, 16 mars 2021 et 28 novembre 2021.

¹² Note de bas de page 3 de l'avis cité : Respectivement par les lois des 31 juillet 2020, 16 mars 2021 et 28 novembre 2021.

¹³ Note de bas de page 4 de l'avis cité : Voir C.C., n° 56/2002, 28 mars 2002, B.9.8.

Pour le report (partiel), l'exposé des motifs de l'avant-projet précise ce qui suit :

« Pour le commentaire, il est renvoyé à l'exposé général concernant la loi du 18 mai 2022 visant à reporter l'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'exécution des peines privatives de liberté de trois ans ou moins (*Doc. parl.*, Chambre, 55-2645/001). La surpopulation carcérale aiguë qui règne toujours et qui s'est même amplifiée, combinée aux difficultés à trouver, puis à exploiter la capacité supplémentaire sous la forme de maisons de détention est telle qu'il est totalement contre-indiqué à l'heure actuelle de prendre en charge même la plus faible hausse de détenus liée à l'entrée en vigueur de la loi relative au statut juridique externe pour cette catégorie de peine.

Concrètement, sur la base des chiffres du 7 mars 2023, il s'agit d'un peu plus de 800 condamnés ayant un total des peines de 6 mois ou moins et qui exécutent leur peine en dehors de la prison. Par application de la loi, cette catégorie se trouverait dès le début dans les conditions de temps pour une SE. Mais cela ne signifie pas qu'ils pourront dans tous les cas bénéficier de la procédure avec suspension de peine. En effet, toutes les personnes concernées ne se présenteront pas (ne pourront pas se présenter) volontairement à la prison et il y aura également des catégories de condamnés exclus de cette procédure avec suspension de peine. En outre, il est évident que le fait de bénéficier de la procédure avec suspension de peine ne signifie pas automatiquement que le condamné recevra une SE du JAP. Il s'agit en effet chaque fois d'une évaluation individuelle. En résumé, cela concerne donc un nombre considérable de condamnés qui se trouvent aujourd'hui en dehors de la prison et qui, par application de la loi, seront potentiellement en détention au moins temporairement. Les circonstances actuelles ne permettent pas de courir ce risque non négligeable d'augmentation de la population carcérale ».

Bien que les dispositions en projet ne prévoient un nouveau report d'entrée en vigueur qu'à l'égard du condamné exécutant une peine privative de liberté dont la partie à exécuter s'élève à moins de six mois, l'observation précitée de l'avis 71.317/1 doit être rappelée.

3. Aux articles 32, 2° et 34, 2°, on remplacera la référence au « titre V », dans le nouvel alinéa, par une référence au « même titre V » ou au « titre V de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine ».

CHAPITRE 12 – MODIFICATION DE LA LOI DU 5 MAI 2019 MODIFIANT LA LOI DU 17 MAI 2006 RELATIVE AU STATUT JURIDIQUE EXTERNE DES PERSONNES CONDAMNÉES À UNE PEINE PRIVATIVE DE LIBERTÉ ET AUX DROITS RECONNUS À LA VICTIME DANS LE CADRE DES MODALITÉS D'EXÉCUTION DE LA PEINE EN VUE D'ADAPTER LA PROCÉDURE DEVANT LE JUGE DE L'APPLICATION DES PEINES EN CE QUI CONCERNE LES PEINES PRIVATIVES DE LIBERTÉ DE TROIS ANS OU MOINS

Ce chapitre n'appelle aucune observation.

CHAPITRE 13 – MODIFICATIONS DE LA LOI DU 29 JUIN 2021 PORTANT OPÉRATIONNALISATION DE LA PROCÉDURE D'EXÉCUTION DES PEINES PRIVATIVES DE LIBERTÉ DE TROIS ANS OU MOINS

Ce chapitre n'appelle aucune observation.

CHAPITRE 14 – MODIFICATIONS DE LA LOI-PROGRAMME DU 22 DÉCEMBRE 2008Article 35

De l'accord de la déléguée du Ministre, dans la version française de l'article 35 de l'avant-projet, les mots « l'intitulé du » seront remplacés par le mot « le »¹⁴.

CHAPITRE 15 – CRÉATION D'UN SERVICE ADMINISTRATIF COMPTABILITÉ AUTONOME POUR LA COLLECTE DES RÉTRIBUTIONS

Ce chapitre n'appelle aucune observation.

CHAPITRE 16 – DISPOSITION TRANSITOIRE

Ce chapitre n'appelle aucune observation.

CHAPITRE 17 – ENTRÉE EN VIGUEUR

Voir les observations formulées à propos des articles en projet.

*

¹⁴ Dans l'exposé des motifs, le commentaire de l'article 35 sera également adapté en conséquence, tant dans la version française que dans la version néerlandaise.

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorstel,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorstel aanleiding tot de volgende opmerkingen.

STREKKING VAN HET VOORONTWERP

Het om advies voorgelegde voorontwerp van wet beoogt een aantal wijzigingen door te voeren in diverse wetten die onder de bevoegdheid Justitie vallen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Het ontworpen artikel 216bis/1 van het Wetboek van Strafvordering (artikel 9 van het voorontwerp), voert het bevel tot betalen in na het niet betalen van de geldsom, in het kader van de procedure van verval van de strafvordering door betaling van een geldsom (“minnelijke schikking”) overeenkomstig artikel 216bis van het Wetboek van Strafvordering (Sv.).

In paragraaf 2 wordt bepaald dat het bevel tot betalen onder meer de identiteit van de overtreder bevat en in de paragrafen 5, 6 en 7 dat de invordering gebeurt door de ambtenaren van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de invordering op basis van de uitvoerbare titels¹.

De ontworpen bepaling bevat bijgevolg bepalingen die de verwerking van persoonsgegevens regelen in de zin van artikel 3, 1) en 2), van richtlijn (EU) 2016/680 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens door bevoegde autoriteiten met het oog op de voorkoming, het onderzoek, de opsporing en de vervolging van strafbare feiten of de tenuitvoerlegging van straffen, en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Kaderbesluit 2008/977/JBZ van de Raad’.²

[‡] Aangezien het om een wetsvoorstel gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ In de memorie van toelichting is sprake van een “lijst”. Ook bij de toelichting van paragraaf 7, is er sprake van dat de Koning gemachtigd wordt de wijze te bepalen waarop men dient te handelen voor het opmaken en de kennisgeving van de “lijsten”.

² Zie in dit verband: adv.RvS 67.300/2-3 van 4 mei 2020 over een voorstel dat geleid heeft tot de wet van 20 mei 2020 ‘houdende diverse bepalingen inzake justitie in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19’ (*Parl.St.* Kamer 2019-20, nr. 55-1181/001).

Aan de adviesverplichting die voortvloeit uit artikel 59, § 1, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, gelezen in samenhang met artikel 28, lid 2, van die richtlijn (EU) 2016/680, moet voldaan worden door het advies te vragen aan de Gegevensbeschermingsautoriteit.³

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst ten gevolge van het vervullen van dat vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan, moeten de gewijzigde of de toegevoegde bepalingen, ter inachtneming van het voorschrift van artikel 3, § 1, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, alsnog om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd.

ALGEMENE OPMERKING

1. Uit de memorie van toelichting en uit de toelichting bij de artikelen 2 tot 5 blijkt dat het de bedoeling is van de steller van het voorontwerp het mogelijk te maken dat de minister van Justitie de ondertekening delegeert voor de bevoegdheden waarmee hij krachtens de regelingen die gewijzigd worden, wordt belast.

Wanneer het gaat om een delegatie inzake de ondertekening, hoeft, in tegenstelling tot wanneer het gaat om een delegatie van bevoegdheid, in de regelingen die gewijzigd worden, niet te worden vermeld dat een delegatie mogelijk is.⁴

De artikelen 2 tot 5 dienen dus te worden weggelaten.⁵

2. De afdeling Wetgeving heeft bijgevolg niet onderzocht of de beoogde wijzigingen nog wel allemaal onder de bevoegdheid van de federale overheid vallen.

³ Gelet op de residuaire bevoegdheid van de Gegevensbeschermingsautoriteit op grond van artikel 4, § 2, tweede lid, van de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’.

⁴ Zie over het verschil tussen delegatie inzake ondertekening en delegatie van bevoegdheid, inzonderheid A.-L. DURVIAUX, *Principes de droit administratif, Deel 1, L'action publique*, Brussel, Larcier, 2018, 37-39.

⁵ Deze opmerking doet meer bepaald niets af aan het feit dat een wetgevende tekst – *pro memorie* - geen uitvoeringsbepaling hoort te bevatten, zoals dat het geval is met artikel 21 van het keizerlijk decreet van 18 februari 1809 ‘betreffende de congregaties of de toevluchtshuizen voor vrouwen’, dat wordt gewijzigd bij artikel 3 van het voorontwerp (*Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 162 en 164).

BIJZONDERE OPMERKINGEN

HOOFDSTUK 1 – ALGEMENE BEPALING

Dit hoofdstuk geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

HOOFDSTUK 2 – WIJZIGING VAN HET KEIZERLIJK DECREET VAN 18 FEBRUARI 1809 BETREFFENDE DE CONGREGATIES OF TOEVLUCHTSHUIZEN VOOR VROUWEN

Er wordt verwezen naar algemene opmerking 1.

HOOFDSTUK 3 – WIJZIGING VAN HET KEIZERLIJK DECREET VAN 6 NOVEMBER 1813 OP DE BEWARING EN HET BESTUUR VAN DE GOEDEREN DIE DE CLERUS BEZIT IN VERSCHILLENDE DELEN VAN HET KEIZERRIJK

Er wordt verwezen naar algemene opmerking 1.

HOOFDSTUK 4 – WIJZIGING VAN DE WET VAN 19 DECEMBER 1864 OP DE STICHTINGEN TEN VOORDELE VAN HET OPENBAAR ONDERWIJS OF TEN VOORDELE VAN DE BEURSSSTUDENTEN

Er wordt verwezen naar algemene opmerking 1.

HOOFDSTUK 5 – WIJZIGINGEN VAN HET WETBOEK VAN STRAFVORDERING

Artikel 6

1. In het ontworpen artikel 44, derde lid, Sv. (het eerste lid van de toe te voegen leden) wordt verwezen naar de toestemming die de procureur des Konings verleent voor de overdracht van het lichaam en de “begrafenisvergunning”.

Over het begrip “begrafenisvergunning” beaamt de gemachtigde dat dit “de toelating tot begraven (is) die bij de vaststelling van een gewelddadig of verdacht overlijden nodig is van de procureur des Konings”. Terminologisch zou het eventueel beter zijn om in het Nederlands te spreken van de “toelating tot begraven”.

De Nederlandse tekst wordt het best in die zin aangepast.

2. De Nederlandse en de Franse tekst van het ontworpen zesde lid (vierde lid van de toe te voegen leden) van artikel 44 Sv. stemmen niet overeen. Met de termen “toezenden of neerleggen” zouden de termen “adresser ou déposer” moeten overeenstemmen. De Franse tekst verleent de mogelijkheid een verzoek neer te leggen “avant l’expiration d’un délai de trois mois”, terwijl de Nederlandse tekst die mogelijkheid geeft “wanneer een termijn van drie maanden is verstreken”.

Deze discordanties moeten worden verholpen.

3. In het ontworpen artikel 44, zevende lid, Sv. (vijfde lid van de toe te voegen leden) moet in de Nederlandse tekst, overeenkomstig de gebruikelijke terminologie in het Wetboek van Strafvordering, “bevelen” (“ordonner”) worden geschreven in de plaats van “vragen”.

In hetzelfde lid lijken de woorden “in het opsporingsonderzoek” overbodig, zodat ze beter worden weggelaten.

4. Artikel 44 Sv. werd “het laatst gewijzigd bij de wet van 10 april 2014”. De inleidende zin van artikel 6 van het voorontwerp moet in die zin worden vervolledigd.

Artikel 9

1. Het ontworpen artikel 216bis/1 Sv. voert het bevel tot betalen in na het niet betalen van de geldsom, in het kader van de procedure van verval van de strafvordering door betaling van een geldsom (“minnelijke schikking”) overeenkomstig artikel 216bis Sv.

Met het bevel tot betalen wordt het openbaar ministerie in staat gesteld een uitvoerbare titel op te maken, zodat geen beroep moet worden gedaan op de strafrechter om een overtreder aan wie voorafgaandelijk een minnelijke schikking is voorgesteld, tot betaling te dwingen.

De ontworpen regeling, die is geïnspireerd op artikel 65/1 van de wet van ‘betreffende de politie over het wegverkeer’, gecoördineerd op 16 maart 1968,⁶ is enkel van toepassing in drie gevallen:

– als de in artikel 216bis, § 1, bedoelde geldsom ten hoogste 750 euro bedraagt;

– als om de in artikel 216bis, § 1, bedoelde geldsom wordt verzocht voor een feit dat wordt bestraft overeenkomstig artikel 22 van de wet van 21 november 1989 ‘betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen’;

– als om de in artikel 216bis, § 1, bedoelde geldsom wordt verzocht voor een feit dat wordt bestraft overeenkomstig artikel 4 van de wet van 21 juni 1985 ‘betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen’ en de uitvoeringsbesluiten van deze wet.

⁶ Zie in dit verband: GwH nr. 14/2022, 3 februari 2022; GwH nr. 107/2022, 15 september 2022; GwH nr. 50/2023, 23 maart 2023 en GwH nr. 60/2023, 11 april 2023.

2. Uit het ontworpen artikel 216bis/1, § 1, Sv. vloeit voort dat enkel de procureur des Konings over de mogelijkheid beschikt om een dergelijk bevel tot betalen te geven. De arbeidsauditeur, de federale procureur en de procureur-generaal wordt die mogelijkheid niet verleend, en dit ofschoon ze overeenkomstig artikel 216bis, § 3, Sv. ook over de mogelijkheid beschikken om de dader te verzoeken een bepaalde geldsom te storten aan de Federale Overheidsdienst Financiën, waardoor de strafvordering vervalt.

De gemachtigde verklaart in dit verband:

“In het ontworpen artikel 216bis/1, § 1 wordt inderdaad verwezen naar de procureur des Konings die wanneer de in artikel 216bis, § 1 bedoelde geldsom niet binnen de bepaalde termijn wordt betaald, aan de overtreder een bevel kan geven tot betalen. En in artikel 216bis, § 3 wordt voorzien: “§ 3. Het bij de eerste en tweede paragraaf bepaalde recht behoort ook, ten aanzien van dezelfde feiten, aan de arbeidsauditeur, de federale procureur en de procureur-generaal in hoger beroep en, ten aanzien van de personen bedoeld in de artikelen 479 en 483 van het Wetboek van strafvordering, aan de procureur-generaal bij het hof van beroep.” Het lijkt derhalve aangewezen die mogelijkheid ook te voorzien voor de arbeidsauditeur, de federale procureur en de procureur-generaal.”

De mogelijkheid waarin het ontworpen artikel 216bis/1, § 1, Sv. voorziet, moet worden uitgebreid tot de voormelde personen.

3. De in het ontworpen artikel 216bis/1, § 3, derde lid *in fine*, Sv. opgenomen bepaling dat in de toekomst een beroep zal kunnen worden ingesteld via de website van Justitie en de Koning hiervan de datum van inwerkingtreding en modaliteiten bepaalt, is niet duidelijk.

De gemachtigde verklaart dat “deze zinsnede (...) ondertussen (is) geschrapt uit het wetsontwerp”. De Raad van State neemt hiervan akte.

4. Op de vraag welke “modaliteiten” (lees: “nadere regels”), van de wijze waarop het beroep “in het vorig lid” kan worden ingesteld, de Koning nog kan bepalen overeenkomstig het ontworpen artikel 216bis/1, § 3, vierde lid, Sv. antwoordt de gemachtigde:

“De bepaling voorziet: ‘De Koning kan de modaliteiten bepalen van de wijze waarop het beroep, bedoeld in het vorige lid, kan worden ingesteld’; Het nemen van een koninklijk besluit is geen vereiste maar kan een mogelijkheid zijn om in te spelen op de evoluties in de verdere digitalisering van Justitie. Zo zal de koning de website of de systemen kunnen [bepalen] waarmee geldig beroep kan aangetekend worden en geeft het de administratie de mogelijkheid om in te spelen op de technologische evoluties en noden van de minder digitale klanten. Het ‘vorig lid’ zal vervangen worden, het slaat op de 2 voorgaande leden (procedure voor de politierechtbank en correctionele rechtbank).”

De bepaling dient te worden aangepast en het is raadzaam het antwoord te verwerken in de memorie van toelichting.

5. Op de vraag waarom in het ontworpen artikel 216bis/1, § 3, negende lid, Sv. niet wordt verwezen naar een oproeping overeenkomstig artikel 32ter van het Gerechtelijk Wetboek, verklaart de gemachtigde: “Zal worden toegevoegd, want staat ook in artikel 216bis/1, § 2 Sv. in ontwerp voor wat de kennisgeving van het bevel tot betalen [betreft].” Deze verwijzing moet worden opgenomen.

6. Het ontworpen artikel 216bis/1, § 3, laatste lid, Sv. bepaalt dat tegen de beslissing van de politierechtbank of de correctionele rechtbank hoger beroep kan worden ingediend “volgens de bepalingen van het Wetboek van Strafvordering”. Met de door de gemachtigde voorgestelde aanpassing van deze woorden naar “overeenkomstig de bepalingen van dit Wetboek”, kan worden ingestemd.

7. In het ontworpen artikel 216bis/1, § 9 Sv. wordt, naast naar de artikelen 49 en 96 van het Strafwetboek, verwezen naar “de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen gewijzigd bij de programmawet van 27 december 2004”.

In de memorie van toelichting wordt gesteld dat “deze artikelen (...) de voorrangsregels voor de betalingen (regelen), indien de goederen van de overtreder ontoereikend zouden zijn”.

Aan de gemachtigde werd hierover om toelichting gevraagd.

De gemachtigde verklaart:

“Dit is omwille van art. 29 van de wet van 01/08/1985 die voorziet dat: ‘Elk door de procureur des Konings gegeven bevel tot betalen, overeenkomstig artikel 65/1 van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer, aangaande feiten strafbaar gesteld met een correctionele hoofdstraf van minimum 26 euro, wordt verhoogd met dezelfde bijdrage tot het fonds.’ Het artikel voorziet verder ook de regels van voorrang en betaling. De bepaling is overgenomen van artikel 65/1 van de Wegverkeerswet.

Het lijkt aangewezen artikel 29 van de wet van 01/08/1985 te wijzigen en de bijdrage evenals de betalingsregels toepasselijk te maken op de bevel tot betalen in het Wetboek van Strafvordering.”

Deze aanpassing is inderdaad noodzakelijk. Daarenboven dient in dat geval in het ontworpen artikel 216bis/1, § 9, Sv. te worden verwezen naar “artikel 29” van de wet van 1 augustus 1985.

HOOFDSTUK 6 – WIJZIGING VAN HET GERECHTELIJK WETBOEK

Artikel 10 geeft aanleiding tot twee opmerkingen:

1° Wat de vorm betreft, vult artikel 10 van het ontwerp het huidige artikel 584, vijfde lid, 7°, van het Gerechtelijk Wetboek aan. In de huidige versie van dat laatstgenoemde artikel wordt verwezen naar de artikelen 371/1, § 1, 2°, en 371/2 van het Strafwetboek.

Luidens artikel 116 van de wet van 21 maart 2022 ‘houdende wijzigingen aan het Strafwetboek met betrekking tot het seksueel strafrecht’ moet de verwijzing naar de artikelen 371/1 en 371/2 van het Strafwetboek voortaan echter gelezen worden als een verwijzing naar meer bepaald de artikelen 417/9, 417/10 en 417/43 e.v. van het Strafwetboek:

“Art. 116. Verwijzingen naar de artikelen 371/1, 371/2, 371/3, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 377bis, 377ter, 377quater, 378, 378bis, 379, 380, 380bis, 380ter, 381, 382, 382bis, 382ter, 382quater, 382quinquies, 383, 383bis, 383bis/1, 384, 385, 386, 387, 388, 389 van het Strafwetboek, onderverdelingen of samenvoegingen daarvan, die zijn opgenomen in bestaande wetboeken, wetten of uitvoeringsbesluiten, worden geacht te verwijzen naar de overeenkomstige bepalingen in hoofdstuk I/1 of in hoofdstuk IIIbis/1 van titel VIII van boek 2 van het Strafwetboek, onderverdelingen of samenvoegingen daarvan, overeenkomstig de concordantietabel in bijlage bij deze wet.”

Aangezien uitdrukkelijk een wijziging wordt aangebracht in artikel 584, vijfde lid, 7°, van het Gerechtelijk Wetboek, zou de gelegenheid te baat kunnen worden genomen om de verwijzing naar de artikelen 371/1 en 371/2 van het Strafwetboek aan te passen, wat de lezing van de tekst zou vergemakkelijken en zou zorgen voor een beter begrip van de tekst.

2° Ten gronde dreigt de invoering van het systeem de uitspraak van de beslissing heel wat vertraging te doen oplopen; het gaat nochtans om een procedure op eenzijdig verzoekschrift waarvoor op grond van het huidige artikel 584, zesde lid, van Gerechtelijk Wetboek het vermoeden geldt dat de kwestie uiterst spoedeisend is.

Het zou zinnvoller zijn te bepalen dat die gegevens die nodig zijn om te weten over welke opnames het gaat, in het verzoekschrift moeten staan, op straffe van afwijzing van de vordering.

HOOFDSTUK 7 – WIJZIGING VAN DE WET VAN 3 JULI 1967 BETREFFENDE (DE PREVENTIE VAN OF) DE SCHADEVERGOEDING VOOR ARBEIDSONGEVALLEN, VOOR ONGEVALLEN OP DE WEG NAAR EN VAN HET WERK EN VOOR BEROEPSZIEKTEN IN DE OVERHEIDSSECTOR

De inleidende zin van artikel 11 van het voorontwerp moet worden aangepast aangezien artikel 1bis van de wet van 3 juli 1967 ‘betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector’ werd vervangen door de wet van 17 mei 2007 en nadien niet werd gewijzigd.

HOOFDSTUK 8 – BEPALINGEN TOT WIJZIGING VAN DE WET VAN 20 JULI 1990 BETREFFENDE DE VOORLOPIGE HECHTENIS⁷

Artikel 12

Artikel 12 van het voorontwerp wijzigt artikel 16, § 1, van de wet van 20 juli 1990 ‘betreffende de voorlopige hechtenis’.

De wijziging strekt er onder meer toe op te leggen dat de grond dat er ernstige redenen bestaan om te vrezen dat de in vrijheid gelaten verdachte bewijzen zou pogen te laten verdwijnen, enkel kan worden toegepast als motivering door de onderzoeksrechter voor het verlenen van een bevel tot aanhouding en door de raadkamer voor de handhaving van het bevel bij de eerste verschijning respectievelijk bij de eerste maandelijkse verschijning. Erna kan op dit criterium geen beroep meer worden gedaan.

De ontworpen bepaling is grammaticaal kaduuk, moeilijk leesbaar en hoogst onduidelijk.

Uit de memorie van toelichting blijkt nochtans dat de stellers zich voor verschillende aspecten van de nieuwe regeling hebben laten inspireren door het werk van de experts die de hervorming van het strafprocesrecht hebben voorbereid, zoals neergelegd in een voorstel van wet (*Parl.St.* Kamer 2019-2020, nr. 1239/1). De vraag rijst dan ook waarom niet gekozen is voor een formulering en een opbouw van het ontworpen artikel 16, § 1, die overeenstemmen met artikel 246, § 1, van dat wetsvoorstel ‘houdende het Wetboek van Strafprocesrecht’.

De ontworpen bepaling zou aldus kunnen luiden:

“Art.16. § 1. De onderzoeksrechter kan een bevel tot aanhouding verlenen als de volgende voorwaarden cumulatief zijn voldaan:

1° er bestaat een volstrekte noodzakelijkheid voor de openbare veiligheid;

2° het feit kan voor de verdachte een correctionele hoofdgevangenisstraf van een jaar of een zwaardere straf tot gevolg hebben;

3° er bestaan ernstige redenen om te vrezen dat de in vrijheid gelaten verdachte ofwel nieuwe misdaden of wanbedrijven zou plegen, ofwel zich aan het optreden van het gerecht zou onttrekken, ofwel bewijzen zou pogen te laten verdwijnen.

4° een invrijheidsstelling onder voorwaarden of onder betaling van een borgsom laat niet toe tegemoet te komen aan de ernstige redenen die aanleiding geven tot de vrees bedoeld in 3°.

⁷ Beter is te schrijven “Wijzigingen van de wet van 20 juli 1990 ...”.

Aan de voorwaarde dat er ernstige redenen bestaan om te vrezen dat de verdachte bewijzen zou pogen te laten verdwijnen kan enkel voldaan zijn bij het verlenen van een bevel tot aanhouding, bij de handhaving ervan bij de eerste verschijning overeenkomstig artikel 21 en bij de eerste maandelijkse verschijning overeenkomstig artikel 22.

De redenen bedoeld in het eerste lid, 3°, hoeven niet vervuld te zijn indien het maximum van de van toepassing zijnde straf vijftien jaar opsluiting te boven gaat en voor de misdrijven bedoeld in boek II, titel I ter van het Strafwetboek indien het maximum van de van toepassing zijnde straf vijf jaar gevangenisstraf te boven gaat.”

HOOFDSTUK 9 – WIJZIGING VAN DE WET VAN 21 JUNI 2002 BETREFFENDE DE CENTRALE RAAD DER NIET-CONFESSIONELE LEVENSBESCHOUWELIJKE GEMEENSCHAPPEN VAN BELGIË, DE AFGEVAARDIGDEN EN DE INSTELLINGEN BELAST MET HET BEHEER VAN DE MATERIËLE EN FINANCIËLE BELANGEN VAN DE ERKENDE NIET-CONFESSIONELE LEVENSBESCHOUWELIJKE GEMEENSCHAPPEN.

Artikelen 15 en 16

Verwezen wordt naar algemene opmerking 1 wat betreft de delegaties inzake ondertekening waarin artikel 15 en voor een deel artikel 16 voorzien.

Artikel 15 moet worden weggelaten en in artikel 16 moeten de woorden “of zijn afgevaardigde” worden weggelaten.

Artikel 16

De artikelen 30 en 58 van de wet van 21 juni 2002 verlenen de Koning een verordnungsbevoegdheid, die artikel 16 van het voorontwerp aan de minister van Justitie of diens gemachtigde wil toewijzen.

Wat betreft de mogelijkheid die deze bepalingen aan de minister bieden om de ondertekening te delegeren, wordt verwezen naar de opmerking die hierboven is gemaakt bij de artikelen 15 en 16.

De opdracht van bevoegdheid aan de minister geeft aanleiding tot de volgende kritiek: aangezien de federale uitvoerende macht krachtens de artikelen 37, 105 en 108 van de Grondwet bij de Koning berust, komt het in beginsel de wetgever niet toe rechtstreeks een minister te machtigen om de wet bij verordening ten uitvoer te leggen.⁸

In artikel 16 van het voorontwerp moet de vermelding van de artikelen 30 en 58 van de wet van 21 juni 2002 bijgevolg worden weggelaten.

⁸ Zie over deze kwestie advies 68.936/AV van 7 april 2021 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 14 augustus 2021 ‘betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie’, opmerkingen 58 tot 67 (*Parl.St.* Kamer 2020-21, nr. 55-1951/001, 88 tot 93).

HOOFDSTUK 10 – WIJZIGING VAN DE PROGRAMMAWET VAN 24 DECEMBER 2002 – TITEL XIII –
HOOFDSTUK VI: VOOGDIJ OVER NIET-BEGELEIDE MINDERJARIGE VREEMDELINGEN

Artikel 17

De inleidende zin moet gesteld worden als volgt:

“In de programmawet (I) (art. 479) van 24 december 2002 – Titel XIII – Hoofdstuk VI: Voogdij over niet-begeleide minderjarige vreemdelingen, wordt artikel 7, § 1, derde lid, vervangen als volgt:”.

Artikel 18

De woorden “Artikel 14 van de programmawet (I) (art. 479) van 24 december 2002 – Titel XIII-Hoofdstuk VI: Voogdij over niet-begeleide minderjarige vreemdelingen,” dienen vervangen te worden door de woorden “Artikel 14 van diezelfde wet,”.

HOOFDSTUK 11 – WIJZIGING VAN DE WET VAN 17 MEI 2006 BETREFFENDE DE EXTERNE
RECHTSPOSITIE VAN DE VEROOORDEELDEN TOT EEN VRIJHEIDSSTRAF EN DE AAN HET SLACHTOFFER
TOEGEKENDE RECHTEN IN HET RAAM VAN DE STRAFUITVOERINGSMODALITEITEN

Artikel 19

Overeenkomstig artikel 38, § 3, van het voorontwerp treedt artikel 19 van het voorontwerp in werking op 1 september 2023.

Gevraagd wat het lot is van de dossiers die hangende zijn voor de strafuitvoeringsrechter, antwoordt de gemachtigde:

“Gelet op het feit dat er een nieuwe (procedurele) regeling van toepassing wordt op personen die veroordeeld zijn tot een vrijheidsbenemende straf met TBS, lijkt het inderdaad gewenst dat er een overgangsbepaling wordt voorzien. Deze zou kunnen voorzien dat de huidige bevoegdheidsregeling/procedureregeling van toepassing blijft op deze veroordeelden voor dewelke de strafuitvoeringsrechter gevat is door een verzoek om een strafuitvoeringsmodaliteit of voor dewelke hij reeds een strafuitvoeringsmodaliteit heeft toegekend en dit totdat een eventuele herroeping van de toegekende strafuitvoeringsmodaliteit tussenkomt.”

Met de voorgestelde oplossing kan worden ingestemd.

Artikel 20

Artikel 20 van het voorontwerp wijzigt artikel 46 van de wet van 17 mei 2006 ‘betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten’.

Artikel 46, § 1, van de wet van 17 mei 2006 bepaalt thans dat het vonnis van de strafuitvoeringsrechter binnen vierentwintig uur “bij gerechtsbrief” ter kennis wordt gebracht van de veroordeelde. Het voorontwerp vervangt de woorden “bij gerechtsbrief” door de woorden “bij aangetekende zending”.

Artikel 58, § 1, van dezelfde wet bepaalt dat het vonnis van de strafuitvoeringsrechtbank binnen vierentwintig uur “bij ter post aangetekende brief” ter kennis wordt gebracht van de veroordeelde. In de memorie van toelichting wordt aangegeven dat er “geen redelijke verantwoording is voor dit onderscheid” en dat artikel 46 wordt aangepast in de zin van artikel 58 “met dien verstande dat voor de formulering de gids wordt gevolgd die de FOD Economie uitwerkte voor de redacteurs van wettelijke en reglementaire bepalingen (*Digital-ActII-Terminologische-Gids-pdf*) en dat dus wordt gekozen voor de formulering ‘bij aangetekende zending’, om ook digitale aangetekende zendingen in te sluiten en neutraal te blijven t.a.v. alle potentiële verstrekkers (verstrekker) van de dienst.”

Indien het de bedoeling is om het onderscheid weg te werken tussen beide bepalingen, moet bijgevolg ook artikel 58 van de wet van 17 mei 2006 worden aangepast door te bepalen dat het ter kennis brengen gebeurt “bij aangetekende zending” i.p.v. “bij ter post aangetekende brief”.

Artikel 28

De inleidende zin van artikel 28 van het voorontwerp moet worden aangepast in die zin dat artikel 68, § 1, het laatst werd gewijzigd bij de wet van 15 december 2013 en artikel 68, § 5, werd gewijzigd bij de wet van 5 februari 2016.

Artikelen 31, 32 en 34

1. Overeenkomstig artikel 109, tweede lid, van de wet van 17 mei 2006⁹ treden de bepalingen betreffende de door de strafuitvoeringsrechter toe te kennen strafuitvoeringsmodaliteiten in titel V ten aanzien van een veroordeelde die een of meer vrijheidsstraffen ondergaat waarvan het uitvoerbaar gedeelte twee jaar of minder bedraagt uiterlijk in werking op 1 september 2023.

⁹ Ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 18 mei 2022 ‘tot uitstel van de inwerkingtreding van de bepalingen inzake de uitvoering van vrijheidsstraffen van drie jaar of minder’.

De bij artikel 31 van het voorontwerp ontworpen wijziging voorziet in een verfijning van de gefaseerde inwerkingtreding van de voormelde bepalingen van de wet van 17 mei 2006. Voor de veroordeelden met een totaal aan vrijheidsstraffen waarvan het uitvoerbaar gedeelte meer dan zes maanden tot en met twee jaar bedraagt, zullen de voormelde bepalingen in werking treden uiterlijk op 1 september 2023. Voor de veroordeelden met een totaal aan vrijheidsstraffen waarvan het uitvoerbaar gedeelte minder dan zes maanden bedraagt, zullen de voormelde bepalingen evenwel pas in werking treden op een door de Koning te bepalen datum en uiterlijk op 31 december 2025.

In artikel 26 van de wet van 5 mei 2019 ‘tot wijziging van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten tot aanpassing van de procedure voor de strafuitvoeringsrechter voor de vrijheidsstraffen van drie jaar of minder’ worden identieke wijzigingen aangebracht (artikel 32 van het voorontwerp).

Dezelfde identieke wijzigingen worden aangebracht in artikel 17 van de wet van 29 juni 2021 ‘tot operationalisering van de procedure voor de uitvoering van vrijheidsstraffen van drie jaar of minder’ (artikel 34 van het voorontwerp).

Overeenkomstig artikel 38, § 4, van het voorontwerp treden deze wijzigingen in werking de dag van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

2. In het advies 71.317/1 van 11 april 2022¹⁰ heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State het volgende opgemerkt:

“Het wetsontwerp strekt ertoe de uiterste inwerkingtreding van de nog niet in werking getreden bepalingen van de wet van 17 mei 2006 inzake de externe rechtspositie van bepaalde veroordeelden aan te passen.

Hiertoe wordt artikel 109 van die wet aangepast. De uiterste datum van inwerkingtreding van deze wet was oorspronkelijk 1 juli 2008. Deze uiterste datum werd reeds elf maal uitgesteld, achtereenvolgens tot 1 september 2009, 1 september 2012, 1 september 2013, 1 september 2015, 1 januari 2016, 1 september 2017, 1 oktober 2019, 1 oktober 2020, 1 april 2021, 1 december 2021 en 1 juni 2022.¹¹

Daarnaast wordt ook de datum van inwerkingtreding van de wet van 5 mei 2019 ‘tot wijziging van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten tot aanpassing van de procedure voor de strafuitvoeringsrechter voor de vrijheidsstraffen van drie jaar of minder’ aangepast. De uiterlijke datum van inwerkingtreding van deze wet was oorspronkelijk 1 oktober 2020. Deze datum werd reeds uitgesteld tot 1 april 2021, 1 december 2021 en 1 juni 2022.¹²

¹⁰ Adv.RvS 71.317/1 van 11 april 2022 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 18 mei 2022 ‘tot uitstel van de inwerkingtreding van de bepalingen inzake de uitvoering van vrijheidsstraffen van drie jaar of minder’, opmerking 4.

¹¹ Voetnoot 2 uit het aangehaalde advies: Bij respectievelijk de wetten van 21 december 2007, 24 juli 2008, 3 augustus 2012, 31 december 2012, 10 augustus 2015, 23 november 2015, 6 juli 2017, 5 mei 2019, 31 juli 2020, 16 maart 2021 en 28 november 2021.

¹² Voetnoot 3 uit het aangehaalde advies: Bij respectievelijk de wetten van 31 juli 2020, 16 maart 2021 en 28 november 2021.

Deze werkwijze van de wetgever is kwalijk, aangezien ze de kenbaarheid en de voorzienbaarheid van de wetgeving ondermijnt. Het legaliteitsbeginsel in strafzaken, dat niet enkel een formeel maar ook een materieel karakter heeft, vereist dat de wet beantwoordt aan bijzondere vereisten van nauwkeurigheid, duidelijkheid en voorzienbaarheid.¹³ In het bijzonder wetten die betrekking hebben op het opleggen van straffen en de uitvoering ervan, moeten beantwoorden aan de rechtsstatelijke kwaliteiten van kenbaarheid, duidelijkheid en voorspelbaarheid in de toepassing die men er in een rechtsstaat mag van verwachten.

In het licht hiervan moet de wetgever op een doordachte, realistische en geloofwaardige wijze de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van de wet van 17 mei 2006 vastleggen. Gelet op de hierboven vermelde voorgeschiedenis moeten de stellers van het voorontwerp kunnen aantonen dat de thans voorgestelde uiterste data van inwerkingtreding voldoen aan de boven vermelde rechtsstatelijke beginselen. In dat verband moet vastgesteld worden dat de memorie van toelichting bij het voorontwerp de moeilijkheden schetst waarop de resterende inwerkingtreding van de wet van 17 mei 2006 botst. De Raad van State, afdeling Wetgeving, beschikt niet over de feitelijke gegevens om te beoordelen of, gelet op deze moeilijkheden, de ontworpen uiterste data van inwerkingtreding, realistisch en geloofwaardig zijn. Het komt de stellers van het voorontwerp toe op afdoende wijze te verhelderen of een uitstel van inwerkingtreding met drie maanden respectievelijk veertien maanden hieraan beantwoordt.”

In de memorie van toelichting bij het voorontwerp wordt voor het (gedeeltelijk) uitstel het volgende aangehaald:

“Voor de toelichting wordt verwezen naar de algemene toelichting zoals verstrekt bij de wet van 25 april 2022 [lees: 18 mei 2022] tot uitstel van de inwerkingtreding van de bepalingen inzake de uitvoering van vrijheidsstraffen van drie jaar of minder (Doc 55 2645/001). De acute overbevolking in de gevangenissen die nog steeds heerst en zelfs in omvang toenam, in combinatie met de moeilijkheden om de bijkomende capaciteit onder de vorm van detentiehuisen te vinden en vervolgens te benutten, maakt dat het op dit ogenblik volstrekt tegenaangewezen is om zelfs de geringste toename van gedetineerden gekoppeld aan de inwerkingtreding van de wet externe rechtspositie voor deze strafcategorie erbij te nemen.

Concreet gaat het op basis van de cijfers van 7 maart 2023 om een goede 800 veroordeelden met een straftotaal van 6 maand of minder die zich in strafuitvoering buiten de gevangenis bevinden. Deze categorie zou zich, onder de gelding van de wet, van bij aanvang in de tijdsvoorwaarden bevinden voor ET. Maar dat betekent niet dat ze in alle gevallen zullen kunnen genieten van de procedure met strafopschorting. Immers: niet iedereen zal zich via zelfaanbod (kunnen) aanbieden in de gevangenis, en er zullen ook categorieën veroordeelden tussen zitten die van die procedure met strafopschorting zijn uitgesloten. Bovendien betekent het genot van de procedure met strafopschorting uiteraard niet automatisch dat de veroordeelde een ET zal krijgen van de SUR. Het gaat immers telkens om een individuele beoordeling. Samengevat gaat het dus om een aanzienlijk aantal veroordeelden die zich vandaag buiten de gevangenis bevinden en die onder de gelding van de wet potentieel minstens tijdelijk in detentie zullen zitten. De huidige omstandigheden laten het niet toe om dit niet-verwaarloosbare risico op toename van de gevangenisbevolking te lopen.”

¹³ Voetnoot 4 uit het aangehaalde advies: Zie GwH nr. 56/2002, 28 maart 2002, B.9.8.

Hoewel de ontworpen bepalingen enkel in een nieuw uitstel van inwerkingtreding voorzien ten aanzien van de veroordeelde die een vrijheidsstraf ondergaat waarvan het uitvoerbaar gedeelte minder dan zes maanden bedraagt, moet de hoger geciteerde opmerking uit het advies 71.317/1 in herinnering worden gebracht.

3. In de artikelen 32, 2° en 34, 2°, moet de verwijzing naar “Titel V” in het nieuwe lid vervangen worden door een verwijzing naar “dezelfde Titel V” of naar “Titel V van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten”.

HOOFDSTUK 12 – WIJZIGING VAN DE WET VAN 5 MEI 2019 TOT WIJZIGING VAN DE WET VAN 17 MEI 2006 BETREFFENDE DE EXTERNE RECHTSPOSITIE VAN DE VEROORDEELDEN TOT EEN VRIJHEIDSSTRAF EN DE AAN HET SLACHTOFFER TOEGEKENDE RECHTEN IN HET RAAM VAN DE STRAFUITVOERINGSMODALITEITEN TOT AANPASSING VAN DE PROCEDURE VOOR DE STRAFUITVOERINGSRECHTER VOOR DE VRIJHEIDSSTRAFFEN VAN DRIE JAAR

Dit hoofdstuk geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

HOOFDSTUK 13 – WIJZIGINGEN VAN DE WET VAN 29 JUNI 2021 TOT OPERATIONALISERING VAN DE PROCEDURE VOOR DE UITVOERING VAN VRIJHEIDSSTRAFFEN VAN DRIE JAAR OF MINDER

Dit hoofdstuk geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

HOOFDSTUK 14 – WIJZIGINGEN AAN (LEES: VAN) DE PROGRAMMAWET VAN 22 DECEMBER 2008

Artikel 35

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de woorden “l’intitulé du” in de Franse tekst van artikel 35 van het voorontwerp moeten worden vervangen door het woord “le”.¹⁴

HOOFDSTUK 15 – OPRICHTING VAN EEN ADMINISTRATIEVE DIENST MET BOEKHOUDKUNDIGE AUTONOMIE VOOR DE INNING VAN DE RETRIBUTIES

Dit hoofdstuk geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

¹⁴ In de memorie van toelichting moet ook de toelichting bij artikel 35 dienovereenkomstig worden aangepast, zowel in de Franse als in de Nederlandse tekst.

HOOFDSTUK 16 – OVERGANGSBEPALING

Dit hoofdstuk geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

HOOFDSTUK 17 – INWERKINGTREDING

Zie de opmerkingen bij de ontworpen artikelen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Wim GEURTS

Marnix VAN DAMME

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET